Nos droits s’arrachent, ils ne nous sont pas donnés gratuitement »

Georges Habache

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des opprimés »

Lettre de félicitations adressée à Cheikh Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, après la guerre qui opposa la résistance libanaise à l’entité sioniste, en 2006 (Extrait de l’ouvrage « les révolutionnaires ne meurent jamais »)

Au grand frère al-Seyyed Hassan NASRALLAH

Permettez-moi de vous adresser mes félicitations pour la victoire historique de la résistance islamique et du peuple libanais face à l’agression sioniste. Je présente mon salut à tous les moudjahidin et aux cadres du Hezbollah qui ont écrit avec leur sang une page de l’Histoire.

La résistance du Hezbollah et du peuple libanais a accouché d’une renaissance de la nation arabe toute entière. Cette guerre a fait tomber les masques des régimes arabes. Elle a dévoilé le scénario d’une agression préparée par les Etats Unis et les néoconservateurs de la Maison Blanche. Mais le pari américain a échoué.

La victoire de la résistance au Liban est une victoire de la résistance en Palestine et en Irak contre les projets américano-israéliens au Moyen-Orient. Elle s’inscrit dans le cadre des orientations stratégiques contre lesquelles nous

luttons. Nos droits s’arrachent. Ils ne nous sont pas donnés gratuitement. La paix juste ne peut être forgée que dans l’effort. Cette bataille a dévoilé l’imposture du discours de paix trompeur. Elle a ouvert de nouveaux horizons, mais elle n’est pas la dernière. A l’avenir, nous allons devoir faire face à des confrontations encore plus dures, que ce soit au Liban, en Palestine ou en Irak.

Face au nouveau Moyen-Orient américain fondé sur les guerres confessionnelles et l’émiettement de la région, la prise de conscience nationale arabe est devenue la forteresse pour s’opposer au projet concocté par George Bush et sa clique à la Maison Blanche.

Le Hezbollah a injecté du sang neuf aux mouvements de résistance. Il a relevé la tête du monde islamique. Avec vous et ensemble, en Palestine, au Liban, en Irak, avec vous et ensemble sur la route de la libération de Jérusalem ! Gloire et éternité à nos martyrs courageux, et liberté pour nos détenus !

Né en 1926 dans la ville palestinienne de Lydda, il a fondé et devint le 1er secrétaire général du FPLP, le Front Populaire de Libération de la Palestine. Il est décédé en 2008.

« Le peuple palestinien va résister et survivre »

Sucomandante Marcos, Mexique 4 Janvier 2009

Calendrier Palestine Libre 2016 « Palestine: la boussole des

opprimés »

[…] Pas tellement loin d'ici, en un lieu qui s'appelle Gaza, en Palestine, au Moyen-Orient, une armée fortement armée et entrainée, celle du gouvernement d'Israël, continue de semer la mort et la destruction. […]

Selon les photos des agences de presse, les points névralgiques détruits par l'aviation du gouvernement d'Israël sont des maisons habitées, des abris, des édifices civils. Nous n'avons vu aucun bunker, ni quartier général, ni aéroport militaire, ou batteries de canons dans ce qui a été détruit. Donc nous autres, pardonnez notre ignorance, pensons que, soit les artilleurs des avions visent mal, soit il n y a aucun point militaire névralgique à Gaza.

Mais attendez! Il se peut aussi que ces hommes, ces femmes, ces enfants, ces vieillards soient considérés comme des soldats ennemis par le gouvernement d'Israël et, pour cela, les maisons et les édifices qu'ils habitent sont des casernes qu'il faut détruire.

Et la garnison ennemie qu'il faut encercler, assiéger et détruire à Gaza, n'est autre chose que la population palestinienne elle-même. Et l'assaut ne sert qu'à anéantir cette population. Et que quiconque, homme, femme, enfant ou vieillard qui cherche à s'en échapper, à se cacher de l'assaut sanglant sera pourchassé par le nettoyage et les militaires pourront affirmer : mission accomplie. […]

Peut-être que notre pensée est trop simpliste, sans nuance et qu'il nous manque des informations, mais selon nous, les Zapatistes, il y a à Gaza une armée professionnelle qui assassine une population sans défense. …]

Ensuite se passera ce qui doit se passer. Le gouvernement d'Israël déclarera qu'il a asséné un dur coup au terrorisme, cachera à son peuple l'ampleur du massacre. Les grands

producteurs d’armes auront obtenu un nouveau souffle économique pour affronter la crise et l’opinion publique mondiale, cette chose malléable et toujours à la mode, se tournera vers d’autres sujets.

Mais ce ne sera pas uniquement cela. Le peuple palestinien va résister et survivre. Il continuera la lutte, et continuera d’avoir la sympathie des peuples opprimés pour sa cause.

Et peut-être qu’un ou une enfant de Gaza survivra aussi. Peut-être qu’il ou elle grandira, et avec lui, le courage, l’indignation, la rage. Peut-être deviendra-il soldat ou membre de l’un des groupes de résistance en Palestine. Peut-être combattra-t-il contre Israël. Peut-être portera-t-il un fusil. Peut-être s immolera-t-il avec une ceinture de cartouches de dynamite autour de la taille.

Et alors, là-bas, en haut ils écriront sur la nature violente de ces Palestiniens et feront des déclarations pour condamner cette violence et s’en retourneront discuter de sionisme et d’antisémitisme.

Et alors personne ne demandera qui a semé ce qu’on récolte.

Au nom des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards de l’Armée Zapatiste de Libération Nationale.

Né en 1957, le sous-commandant Marcos a été jusqu’en 2014 le dirigeant et porte-parole de l’Armée Zapatiste de Libération Nationale, groupe armé révolutionnaire mexicain dont les membres sont actifs au Chiapas.

Calendrier Palestine Libre 2017 « Palestine, terre de martyrs »

La Palestine arabe, toute la Palestine sera libérée au prix du sang et des milliers de martyrs. L’ennemi sioniste est implacable, impitoyable. En Palestine, mais aussi ailleurs, en Egypte, en Syrie, au Liban et dans tout le monde arabe. Il frappe partout dans le monde. Quand bon lui semble. Il traque tous les résistants, Palestiniens ainsi que leurs alliés et frères d’armes. Il utilise tous les moyens pour anéantir la résistance. Guerres, massacres de masses, assassinats ciblés, arrestations, emprisonnements, humiliation quotidienne, les sionistes ne reculent devant rien pour s’emparer de la terre qui ne leur appartient pas. Or le peuple palestinien ne plie pas. Il ne renonce pas. Il ne renonce pas à la cause sacrée : libérer sa terre. La résistance populaire est exemplaire à plusieurs titres. Elle est résistance à l’oppression, au racisme, à la spoliation et à l’exploitation. Elle est aussi résistance à l’impérialisme et à sa sécrétion sioniste. C’est ce qui lui confère une dimension centrale et universelle.

Par le sacrifice ultime, celui de la vie, les Palestiniens font face, avec courage, au crime organisé, planifié et soutenu par l’Occident. Ce crime, le monde impérialiste et

colonial lui a donné le nom d'Israël. Il espère soumettre les Palestiniens et le monde arabe. Pourtant l'histoire a donné raison aux peuples qui luttent pour leur liberté. L'impérialisme est combattu, mais il ne prend leçon de rien. Les Palestiniens lui donneront la leçon suprême. Car eux aussi ne reculent pas pour vivre librement et dans la dignité. Les martyrs sont sacrés car ils ont donné leur vie pour les générations futures. Ils ouvrent la voie de la liberté. Pas seulement pour leur famille, leurs enfants et leurs proches. En luttant contre le sionisme, ils font don de leur vie pour le monde entier. En se libérant, ils nous libèrent tous.

Comité Action Palestine (Octobre 2016)

Par ce calendrier, le Comité Action Palestine a souhaité rendre hommage à tous les martyrs de la cause palestinienne, qu'ils soient connus, moins connus ou anonymes.

Le prix de ce calendrier est de 5€, plus frais de port. Vous pouvez le commander en téléchargeant le bon de commande ci-joint, à nous renvoyer par courrier postal, accompagné du règlement par chèque. Nous vous enverrons le calendrier une fois le règlement reçu.

bondecommande2017

« L'unité palestinienne sur la base d'un programme de résistance à l'occupation ».

Interview de Hamdan al-Damiri, par le Comité Action Palestine

Hamdan al-Damiri est coordinateur de la communauté palestinienne en Belgique. Invité par le Comité Action Palestine pour une conférence le 22 octobre 2016, il a présenté son analyse de la situation en Palestine et des facteurs internes et externes qui affectent actuellement la lutte pour l'indépendance nationale. Retrouvez les principaux éléments de son analyse dans cette interview.

https://youtu.be/Y_SHo0Z3OIE

« 17 octobre 1961 : massacre d'État et zèle des harkis » par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari

pour l'Orient le Jour – 17 octobre 2016. Photo Ina

Au delà de la commémoration et de la demande légitime de reconnaissance de cet événement, il s'agit aussi de mettre en exergue un fait peu connu : le rôle des harkis dans ce massacre d'Etat. Celui qui ne connait pas son histoire est condamné à la revivre. En Algérie hier, comme en Palestine aujourd'hui, le phénomène « harki » ou « collaborateur » est un danger redoutable pour l'émancipation des peuples.

Le chemin d’une reconnaissance du chapitre colonial comme partie intégrante de l’histoire française est encore long.

Chaque année, la journée de commémoration des massacres du 17 octobre 1961 organisée par des militants associatifs réactive le souvenir d’une « nuit noire » qui marque de façon indélébile la mémoire collective de la communauté algérienne en France.

Si la timide reconnaissance de l’événement, longtemps étouffée par la censure du pouvoir, existe aujourd’hui, la signification profonde de ces massacres n’est pas interrogée par la classe politique et la société françaises. En 2012, le président français François Hollande évoquant cet épisode refoulé de la guerre d’Algérie déclare : « Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l’indépendance ont été tués lors d’une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes. » C’est précisément contre cette mémoire morale des massacres que luttent aujourd’hui collectifs et historiens pour rétablir le sens politique de ces événements et les inscrire dans le fonctionnement structurel d’un système colonial qui a exercé une violence systématique sur un « corps d’exception » constitué des Algériens.
« L’humanité ne peut vivre éternellement avec dans sa cave le cadavre d’un peuple assassiné », déclarait Jean Jaurès à propos du génocide arménien, et pourtant le chemin d’une reconnaissance du chapitre colonial comme partie intégrante de l’histoire française est encore long. Les événements longtemps occultés du 17 octobre 1961 n’incarnent qu’un épisode supplémentaire de la guerre d’Algérie et de son cortège de massacres et d’atrocités. Que s’est-il donc produit le soir du 17 octobre 1961 pour les Algériens de Paris et quelle a été

l’étendue du rôle des auxiliaires des autorités françaises ?

(Lire aussi : Le « refoulement » des massacres du 17 octobre et la responsabilité collective)

« Faux frères »

Pour protester contre un couvre-feu raciste qui limitait leur droit de circulation, des dizaines de milliers d’Algériens, venus des bidonvilles et des quartiers populaires, manifestent pacifiquement ce 17 octobre 1961 à Paris. Un acte de protestation que nombre d’entre eux, ouvriers pour la plupart, paieront de leur vie. Tués par balles ou jetés dans la Seine, 200 à 300 manifestants périssent sous le coup d’une répression brutale de l’État confronté à la lutte sans merci que livre le Front de libération nationale pour l’indépendance de l’Algérie.

Au cours de cet épisode sanglant, des Algériens des Forces auxiliaires de police (FAP) massacrent et torturent avec zèle les manifestants. Ces harkis des FAP sont qualifiés de « faux frères » selon la journaliste Paulette Péju, qui, indignée par ces crimes, s’est employée, dans deux ouvrages, Harkis à Paris et Ratonnade à Paris, censurés par les autorités de l’époque, à consigner les plaintes des victimes et à reproduire des articles de presse pour rendre compte de l’ampleur de la répression. Constitué essentiellement de témoignages et de documents fournis par un collectif d’avocats, Harkis à Paris explique le mode opératoire de ces forces de police auxiliaires qui ont eu méthodiquement recours aux assassinats, à la torture et aux enlèvements.

Dans l’histoire de la guerre d’indépendance algérienne, ces harkis (terminologie qui vient de l’arabe haraka signifiant mouvement) forment les forces supplétives engagées auprès de l’armée française pour contrer le mouvement indépendantiste algérien. Parmi ces 400 000 « français musulmans », ayant opté pour l’Algérie française, ces forces auxiliaires de police se

distinguent par leur brutalité et leur acharnement contre les Algériens indépendantistes installés en France. Composées d'Algériens volontaires (Français musulmans, selon la terminologie de l'époque), les forces auxiliaires de police sont mises en place le 30 novembre 1959 par le Premier ministre Michel Debré, sous le commandement direct du pied-noir Raymond Montaner, alors capitaine dans l'armée française. Le contexte de création de ces unités sous les ordres de Maurice Papon (préfet de Paris en 1961 et ancien collaborateur du régime nazi) explique le zèle particulier par lequel étaient mues ces forces supplétives dans leur fonction répressive. Selon Paulette Péju, ces « harkis, eux, n'ont rien à ménager, rien à perdre que leur uniforme de mercenaire et le salaire de la trahison. Ils ont même tout à redouter d'une solution pacifique de la guerre d'Algérie ».

(Lire aussi : Hollande reconnaît la « responsabilité » de la France dans « l'abandon des harkis »)

Le piège se referme

Cette perspective éclaire la compréhension des motivations pour lesquelles les autorités françaises ont procédé à l'institutionnalisation de 400 harkis dans les FAP. Engagés dans la voie de l'Algérie française, dans un contexte où l'évolution vers l'indépendance était devenue inéluctable, il n'existait plus de retour en arrière possible. Leur sort semblait scellé et à mesure que s'amenuisait l'espoir d'une victoire contre les indépendantistes, leur acharnement redoublait contre tous ceux qu'ils soupçonnaient d'être des militants de l'Algérie indépendante. Les autorités françaises, qui avaient très tôt saisi les effets de cette dynamique, les assignent au rôle d'exécutants de la sale besogne.

À chaque anniversaire des massacres du 17 octobre 1961, le débat sur la responsabilité des harkis ressurgit, opposant les tenants de la victimologie, engagés pour la reconnaissance des droits des harkis, aux pourfendeurs des traîtres à la nation

algérienne. Si une partie des harkis a choisi la voie de la collaboration pour échapper à ses conditions misérables d'existence, d'autres ont porté l'engagement de l'Algérie française par conviction idéologique. Mais, en abandonnant les considérations émotionnelles qui brouillent la compréhension des causes de la guerre fratricide, une lecture rationnelle s'impose : le 17 octobre 1961 les FAP, « faux frères », étaient pris au piège de leur engagement volontaire. Paulette Péju rappelle le tragique de leur condition : « Sans la guerre et la répression ils ne sont plus rien : ni Algériens ni Français. » L'histoire lui donnera raison. Après avoir trahi la cause indépendantiste algérienne, ils seront à leur tour trahi par la France.

http://www.lorientlejour.com/article/1012977/17-octobre-1961-massacre-detat-et-zele-des-harkis.html

Et également : le 17 octobre 1961 en quelques données

http://www.lorientlejour.com/article/1012975/le-17-octobre-1961-en-quelques-donnees.html

---

Abbas, ou l'échec annoncé d'une stratégie de survie politique

Par Lina Kennouche, pour L'Orient le Jour (4/10/2016)

Des Etats arabes cherchent à tout prix une normalisation avec l'Etat israélien. Mahmoud Abbas, qui leur tourne le dos parce qu'il mise sur une collaboration directe avec les dirigeants israéliens, est contesté chez les palestiniens et ne présente

pas les garanties qu'un corrompu comme Mohamed Dahlan pourrait leur donner. Ils pensent l'avenir de la Palestine à l'aune de leur propre système politique : le peuple ne compte pas, seule compte la préservation de leur pouvoir et leurs intérêts à court terme. C'est pour cette raison qu'un Mohamed Dahlan, dont la légitimité est encore moindre que celle de M. Abbas, a l'avantage d'avoir une poigne de fer pour servir leur stratégie de normalisation ouverte avec les sionistes.

Comité Action Palestine

La Cour suprême palestinienne a rendu hier une décision lourde de conséquences politiques. Excluant Gaza, gouvernée par le mouvement islamique Hamas, cette décision fixe des élections municipales (dont la date reste indéterminée) dans la seule Cisjordanie. Elle revêt une importance cruciale pour le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. En proie à une impopularité grandissante, il est contraint de se rabattre sur une stratégie électorale de survie politique dans un contexte où sa légitimité est doublement contestée, en interne et sur le plan régional. Les tensions internes au sein du Fateh sont apparues au grand jour après le tollé général provoqué par la présence de Mahmoud Abbas aux obsèques de Shimon Perès.

Cette visite a été interprétée comme un acte de trahison par de nombreuses organisations palestiniennes, notamment le comité dirigeant des étudiants de l'Université de Bizerte, exclu du Fateh pour avoir réclamé le départ du chef de l'exécutif. Les dissensions au sein du parti et les divisions interpalestiniennes tendent à s'accentuer à mesure que la légitimité de Mahmoud Abbas s'érode.

Si la question de sa succession se pose depuis près de trois ans, elle prend une acuité particulière dans une phase où la position des alliés régionaux de l'Autorité palestinienne a profondément évolué et où les pressions pour écarter le

dirigeant palestinien se renforcent. Dans ce contexte particulièrement critique, qui pourrait profiter à son principal rival Mohammad Dahlan, Mahmoud Abbas tente de renouveler une légitimité en imposant des élections (encore très hypothétiques) uniquement en Cisjordanie. Cette stratégie politique est loin de réussir en raison de la rivalité aiguë entre le Fateh et le Hamas, qui pourrait présenter ses propres candidats, d'une part, et des relations de plus en plus tendues avec l'Egypte, la Jordanie et les Émirats arabes unis, d'autre part. Révélées en mai dernier par le site Middle East Eyes, des négociations secrètes auraient lieu entre ces trois pays et Israël pour remplacer le chef de l'Autorité palestinienne par l'ex-chef du Fateh à Gaza, Mohammad Dahlan, aujourd'hui en exil. Elles éclairent l'importance de l'enjeu électoral pour le chef de l'Autorité palestinienne qui tente de se maintenir au pouvoir malgré son isolement régional.
Incarnant aux yeux de nombre de Palestiniens les compromissions du camp de la modération, il pourrait également se voir privé du soutien historique de pays arabes alliés. Alors qu'historiquement, le contrôle de la carte palestinienne via celui des dirigeants palestiniens a constitué un enjeu politique majeur pour les États régionaux, dans l'appréciation de Abbas le facteur régional arabe est minoré. Si, dans les années 70, Yasser Arafat, alors à la tête de l'Organisation de libération de la Palestine, a consacré le rôle régional de certains États, notamment l'Égypte qui lui a parfois valu les hostilités de la Syrie et l'Irak, Mahmoud Abbas a fait le pari des puissances occidentales. Pour M. Abbas, seul un accord avec les Israéliens et leur parrain américain mettrait fin au blocage politique. Cette volonté de miser exclusivement sur l'État occupant, Washington et les puissances internationales a renforcé sa posture de collaboration avec les dirigeants israéliens. Ses velléités émancipatrices auraient fini par le faire tomber en disgrâce. Certains pays arabes lui préféreraient un successeur, certes tout aussi contesté à l'intérieur, mais qui a l'avantage d'être totalement inféodé à leurs intérêts : coopérer avec Israël sous leur supervision.

M. Dahlan, réputé pour ses liens historiques avec les services

de renseignements égyptiens, apparaît comme la pièce maîtresse de la stratégie de renouvellement et de contrôle de l'Autorité palestinienne. Si M. Abbas fait de ses élections sa planche de salut, il n'en reste pas moins qu'elles pourraient renforcer son isolement sur la scène politique locale. Il prend le risque de faire l'unanimité des organisations politiques palestiniennes contre la tenue de ces élections. L'Autorité palestinienne pourrait se retrouver ainsi en prise à une opposition politique plus importante.

http://www.lorientlejour.com/article/1010708/abbas-ou-lechec-annonce-dune-strategie-de-survie-politique.html

---

Les sionistes meurent, la résistance palestinienne demeure

Comité Action Palestine (octobre 2016)

Shimon Peres, l'un des fondateurs de l'entité sioniste, vient de mourir. Comme un seul homme, la plupart des chefs d'Etat du monde impérialiste sont venus se prosterner devant sa dépouille. Ils exprimaient ainsi une nouvelle fois leur soutien plein et entier au projet colonial sioniste que ce dirigeant israélien incarnait plus que tout autre.

D'abord en charge de l'approvisionnement en équipements militaires auprès des grandes puissances dans les années 50, il fut la cheville ouvrière de l'accord qui engagea le gouvernement socialiste français dans la crise de Suez en 1956. Cet accord conduisit par la même occasion à la livraison de la technologie nucléaire à Israël. Il fut ensuite reconnu

comme l’un des plus grands artisans de la politique de colonisation des terres palestiniennes, notamment pendant la période des accords d’Oslo. En tant que Premier Ministre, il fut également le principal ordonnateur du bombardement du QG de l’OLP à Tunis en 1985 qui fit 68 morts, et surtout du massacre de Qana au Liban en 1996 où 106 personnes périrent sous les bombes israéliennes.

C’est donc à cet homme de « paix » que les dirigeants occidentaux sont venus rendre hommage. La présence de M. Abbas, président de l’Autorité palestinienne, à ces obsèques a provoqué la colère des Palestiniens. Il apparaît au grand jour qu’il n’est que le représentant du pouvoir supplétif mis en place par l’occupant au moment des accords d’Oslo pour mater la Résistance palestinienne et permettre la poursuite du processus colonial. Sa prosternation devant la dépouille du criminel sioniste a un sens : à défaut d’un soutien populaire palestinien, il est venu quémander le soutien des dirigeants israéliens pour préserver son pouvoir.

Shimon Peres est mort, M. Abbas s’abaisse, mais la lutte de libération de la Palestine est bien vivante et le peuple palestinien toujours debout.

Palestine en Résistance : concert-débat pour la Palestine – Bordeaux le 22 octobre

Le **Comité Action Palestine**

organise un concert-débat pour la Palestine,

le 22 octobre 2016,

1 place des Capucins, Bordeaux

19h00-minuit

Cette soirée sera composée de deux grands moments. D'abord aura lieu une conférence-débat avec **Hamdan al DAMIRI**, Coordinateur de la Communauté Palestinienne en Belgique, autour de deux grands axes thématiques, la situation actuelle de la résistance palestinienne et la place de la résistance palestinienne dans la géopolitique régionale. Cette rencontre avec Hamdan Al DAMIRI sera, à n'en pas douter, riche en enseignements et en échanges.

La seconde partie de la soirée verra l'entrée en scène, pour un moment vivant et convivial, de

¤ **VOIX DE FEMMES** (chants méditerranéens, de la musique anatolienne aux romances perses) ¤
¤ **ERRÖR 404** (Hip Hop Boom Bam Electro Festif)

Venez nombreux – Participation libre – Renseignements par mail à actionpalestine@hotmail.com

https://www.facebook.com/events/1778262189109383/

La domination occidentale signifie la régression économique, sociale et politique la plus totale pour les peuples du Sud. L'impérialisme et le colonialisme, qu'il sécrète dans différentes régions du monde, ne sont rien d'autre pour les peuples dominés qu'asservissement, oppression, massacre, racisme et misère. La résistance des peuples dominés, son émergence, sa structuration et son renforcement, sont le résultat mais aussi la négation la plus radicale de cette

logique de répression et de destruction propre à l'hégémonie occidentale.

L'histoire de la Palestine, de la fin du 19ième siècle jusqu'à aujourd'hui, concentre l'essentiel des rapports de domination de types impérialiste et colonialiste. L'implantation sioniste et le vol des terres par les colons juifs ont été rendus possibles, dès le début, par des puissances coloniales (Angleterre, France). Cette nouvelle forme d'épuration ethnique bénéficie aujourd'hui du soutien de l'ensemble du monde occidental (Etats-Unis et Europe). Des points de vue historique et géopolitique, la cause palestinienne est centrale. Au niveau historique, l'enjeu est dorénavant d'accélérer le dépérissement de la domination impérialiste occidentale après sa violente remise en cause au cours de la phase de décolonisation des années 50 et 60. Au niveau géopolitique, l'enjeu est de libérer la terre arabe de Palestine et mettre fin à cette colonisation qui permet de contrôler toute la région du Moyen-Orient.

Si la Palestine est le champ de la lutte directe contre le colonialisme, il n'en demeure pas moins, qu'en Occident, le soutien à la cause palestinienne réside dans une grande mesure dans le combat politique et idéologique contre le sionisme implanté au cœur même des Etats occidentaux. En France, en particulier, tout militantisme antisioniste authentique se doit de dénoncer, non seulement, le sort qui est fait aux Palestiniens, mais aussi toute organisation ou institution qui travaille ici au service de la domination sioniste.

Comité Action Palestine

———————————————————————————————-

– VOIX DE FEMMES

C'est le souffle de la vie, transcendant ou exaltant, l'expression forte des sentiments, qu'il s'agisse d'amour, de chagrin ou d'exil.

La rencontre de Canan Domurcakli, originaire de Sivas et de Manouela Menty, bordelaise aux racines kabyles est basée sur l'émotion des chants méditerranéens. Un hommage aux femmes qui portent le monde. De la musique anatolienne, poésie des asiks, aux romances séfarades et perses, les chansons oubliées sont dévoilées. Canan chante et s'accompagne au saz, Manouela rythme au bendir, et s'évade vocalement. Un voyage qui laisse sans voix.

Page facebook : https://www.facebook.com/voixdefemmes/-?fref=ts&__mref=message_bubble

– ERRÖR 404
Errör 404 c'est 5 MCs/beatmakers et un DJ issus d'univers différents. Aux origines du hip-hop des années 90 aux sonorités actuelles, cette surprenante équipe propose une musique à la fois rentre-dedans et festive, animée par un show en intéraction avec le public. Si vous aimez autant les sons électro que les samples à l'ancienne, autant les textes sensés et provocants que l'humour décalé, cette famille dite « sans projet » est à découvrir.

Site : http://www.errör404.com/

La Résistance populaire palestinienne : « la terre nous appartient »

Comité Action Palestine, septembre 2016

L'histoire de l'entité coloniale nommée Israël n'a été qu'une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de

spoliation. Du 15 au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l'armée israélienne sous commandement d'Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d'enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l'histoire de leur voile de mensonges. L'intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de l'OLP. Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l'OLP avaient quitté Beyrouth. L'objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les sionistes et les phalangistes était de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine et faire du droit au retour un droit totalement illusoire. Il fallait avant tout de briser toute capacité et velléité de résistance des réfugiés palestiniens contre l'occupant sioniste.

Sabra et Chatila n'est malheureusement qu'un épisode dans le plan sioniste d'annexion et de judaïsation de toute la Palestine. L'ère des massacres commence dès la création de l'Etat d'Israël. Pour ne citer que les plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de Qibia (1954), de Jenine (2002) ou de Gaza (2009 et 2014). L'Etat d'Israël a été édifié sur la Nakba, cette « grande catastrophe » pour les Palestiniens : 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800000 Palestiniens forcés à l'exil. Des années d'errance, des décennies dans des camps, niés de tous et privés de tous les droits, ils sont et restent le symbole de la politique d'épuration ethnique conduite par le colonialisme juif en Palestine. Les réfugiés palestiniens sont actuellement plus de 7 millions et constituent plus d'un tiers de l'ensemble des réfugiés dans le Monde. Depuis plus de 60 ans, ils attendent toujours l'application de leur droit au retour dans leurs foyers, reconnu par l'ONU en 1948 ! Qui

mieux qu’eux symbolise l’exil et l’errance des peuples ? Pourtant qui parle d’eux ? Qui exige que justice soit rendue ?

Le peuple palestinien ne peut compter que sur lui-même. Et il le montre de manière exemplaire avec ce que l’on a appelé l’ «intifada des couteaux ». Cette nouvelle forme de la lutte du peuple palestinien a rompu avec les schémas classiques de la guerre israélo-palestinienne et, par là même, désarçonné au plus haut point l’ennemi sioniste, surpris par le changement de la donne de la résistance populaire

L’intifada des couteaux, cette manifestation du génie populaire, modifie profondément l’équation de la lutte en Palestine dans la mesure où le pouvoir sioniste, dont l’objectif premier était d’éradiquer la résistance à Gaza, se trouve acculé à faire face à un mouvement populaire dans des régions qu’il croyait pacifiées, en Palestine de 48 (ce que les sionistes considèrent comme leur territoire ou Israël) et en Cisjordanie par la mise en place d’un pouvoir supplétif, une Autorité palestinienne sans autorité avec l’entité sioniste, mais effectuant, pour le compte de cette dernière, le sale boulot de répression contre la résistance palestinienne.

La première transformation que l’intifada des couteaux a produite, c’est de pousser le pouvoir sioniste à combattre un ennemi intérieur, de desserrer l’étau sur Gaza, de la placer de facto comme objectif de second ordre. Le deuxième changement dans l’équation c’est que le combat palestinien a lieu en dehors des organisations, n’implique pas les différentes factions de la résistance et donc place les dirigeants de l’entité sioniste dans le désarroi puisqu’ils comptent traditionnellement sur leur machine de guerre pour réprimer, massacrer, semer la terreur.

Enfin, le troisième changement, et non le moindre, c’est que désormais les attaques palestiniennes sont portées à la population coloniale et non pas seulement au pouvoir et à son

armée. Très régulièrement, l'on entend dire dans les médias ou dans la bouche des analystes officiels qu'il ne faut pas s'en prendre aux populations civiles, que c'est du terrorisme, que ce sont des actes inqualifiables et tout le jargon-blabla. En réalité, il n'existe pas de population juive civile mais des colons juifs et tant que tels ils sont au fondement du système colonial qui oppresse chaque jour les Palestiniens. Le pouvoir israélien n'est que la synthèse politico-militaire des intérêts des puissances occidentales (les Etats-Unis en tête) et des intérêts des colons.

Le sort des Palestiniens est en jeu actuellement dans la guerre en Syrie qui se poursuit. Dans ce conflit, la France, l'Angleterre, Israël et les Etats-Unis, de concert avec l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Turquie et le Koweït, mènent officiellement une opération de soutien au peuple syrien. Mais leurs motivations réelles sont d'affaiblir les nations arabes comme la Syrie, l'Irak et le Yémen, et la puissance économique politique montante qu'est l'Iran, en poussant les factions les unes contre autres. Au passage cela permettrait de consolider l'entité sioniste affaiblie par plusieurs défaites contre les résistances libanaises et palestiniennes. L'objectif stratégique global est de maintenir l'influence du bloc occidental dans la région. La devise américaine a toujours été : « Les Etats-Unis n'ont pas d'amis, mais que des intérêts économiques. » Si le chaos sert leurs intérêts économiques, ils feront de ces nations un champ de ruines…

Depuis plus de soixante ans, le peuple palestinien est toujours debout, résistant contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. En exil, les réfugiés gardent l'intime conviction que leur retour dans leurs foyers en Palestine est proche. Nous, membres du Comité Action Palestine, sommes à leurs côtés pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir leur lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

* La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.

* Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.

* La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

* La libération de tous les résistants emprisonnés.

Marchandisation de la violence, stade ultime du capitalisme

La violence est-elle organiquement liée au capitalisme au point de devenir un enjeu économique ? A travers l'analyse du terrorisme et sa généalogie au Moyen Orient, Richard Labévière considère que ce type de violence n'est pas seulement politique. Elle est aussi économique dans la mesure où elle crée un marché de la « sécurité ». Le capitalisme exploite également, en terme de marché, les effets de sa domination destructrice sur les sociétés.

A l'invitation du Comité Action Palestine, Richard Labévière fera une conférence le 2 décembre 2016 à Bordeaux sur le thème de la nouvelle géopolitique de la question palestinienne. Il abordera aussi les éléments importants de son dernier livre « Terrorisme : remonter aux causes ».

Comité Action Palestine

Interview de Richard Labévière, propos recueilli par Lina Kennouche pour l'Orient le Jour (16 septembre 2016)

Dans son livre Terrorisme : remonter aux causes à paraître début novembre aux éditions Pierre-Guillaume De Roux, Richard Labévière, expert des questions internationales et stratégiques, écrivain et rédacteur en chef de prochetmoyen-orient.ch, analyse la logique même du terrorisme transnational comme dernier avatar du capitalisme néolibéral. Dans cet entretien, l'auteur revient sur la thèse centrale de son ouvrage : le système capitaliste a fini par produire une marchandisation de la violence extrême, devenue secteur à part entière de l'économie.

Dans ce livre, vous tentez de tirer les leçons des attentats et de remonter aux causes premières du terrorisme. Une histoire du terrorisme est-elle possible ?
Non. L'histoire est complexe et la définition impossible parce que l'étude du terrorisme suppose toujours la nécessité d'une anthropologie politique. La qualification de « terroriste » est souvent produite par ceux qui ont le pouvoir et défendent des intérêts particuliers. Un exemple emblématique qui parle aux Français est celui de Jean Moulin. Patron du Conseil national de la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale, il était considéré comme terroriste par les Allemands et héros de la Résistance par les Français. Il faut donc éviter systématiquement de réduire les questions de terrorisme à une histoire linéaire et chronologique, et plutôt les penser dans leur anthropologie politique ; sinon, conceptuellement, une définition claire sur les plans juridique et morale restera impossible.

Vous distinguez plusieurs grandes phases dans l'évolution du terrorisme et sa mobilisation comme mode opératoire. Quelles sont-elles ?
L'usage du terrorisme a d'abord été le fait, au Proche-Orient,

des groupes israéliens : la Haganah et l'Irgoun avec, notamment, l'attentat de l'hôtel King David (22 juillet 1946), l'assassinat du comte Folke Bernadotte et le massacre de Deir Yassine. Après la Nakba (1948), la réaction de défense de la résistance palestinienne va, elle, mobiliser l'action terroriste selon différentes modalités. Il y a d'abord la première phase avec des mouvements de libération nationale et des sous-produits de services plus ou moins manipulés comme Carlos et Abou Nidal.
La deuxième période, qui va du début des années 1990 à 2001, est caractérisée par la nébuleuse el-Qaëda et son développement « rhizomatique » après les attentats de septembre 2001, c'est-à-dire un développement non centralisé et inorganisé.
La troisième phase débute à partir de la chute de Mossoul et la proclamation du califat, celle de Daech et ses sous-produits. Cette dernière est la conséquence directe de la guerre anglo-américaine en Irak avec la montée en puissance d'Abou Moussab el-Zarqaoui (responsable d'el-Qaëda en Irak) et la question qui reste en suspens : comment un petit délinquant comme Zarqaoui va-t-il rapidement avoir du pouvoir et parvenir à s'imposer comme le représentant d'el-Qaëda en Mésopotamie ? On le retrouvera au Kurdistan après la chute de Bagdad, alors que ce sont des zones contrôlées par les Américains et les services israéliens. La manière dont on l'a laissé prendre du pouvoir et opérer reste très curieuse.

Vous soulignez que la violence extrême est devenue un secteur de l'économie, créateur d'emplois, alors que dans le même temps l'agriculture industrialisée tue l'emploi. Pouvez-vous parler de cette évolution ?

Avec la révolution numérique et la robotisation, les filières industrielles des pays européens sont en déclin. Dans le secteur des services, la révolution informatique a créé un phénomène nouveau : ce sont les usagers qui font le tertiaire. Au moment où les secteurs traditionnels fonctionnent à la

destruction de l’emploi, la riposte à la violence extrême, c’est-à-dire un terrorisme banalisé, est devenue un secteur à part entière, créateur d’emplois et de richesse. Ce nouveau secteur économique s’installe au cœur même du processus de la mondialisation et fonctionne sur la « casse » des États-nations, des armées nationales et des services publics. Ce processus s’incarne à la fois dans une privatisation de la violence et une privatisation de la sécurité. J’ai défini ce terrorisme comme le stade suprême de la mondialisation, mais je le qualifierais plutôt aujourd’hui de face cachée de la mondialisation, qui est un processus sans sujet, selon les termes du philosophe Louis Althusser. Tout cela ne relève pas d’une conspiration mais d’un développement consubstantiel à la mondialisation. Ce n’est pas un Conseil de sécurité du mal qui va décider que le terrorisme va s’installer au cœur de la mondialisation. Dès lors où il n’y a plus d’État ni de services publics, tout le monde est l’ennemi de tout le monde. La course à l’argent devient la seule règle, elle a nourri et justifié ce que Jean Ziegler appelle la disruption, c’est-à-dire un monde où on impose l’informatique dans tous les aspects de la vie professionnelle, sociale, amoureuse, etc. Cette disruption a permis aux idéologies jihadistes, notamment, de se diffuser sans aucun contrôle.

Dans la conclusion de votre ouvrage, vous expliquez que la grande erreur serait de se représenter le terrorisme comme un accident ou une crise, alors qu’il est un processus installé au cœur même des mécanismes de la mondialisation…
Après avoir déposé des brevets sur la biodiversité par exemple, le capitalisme est en train de produire des brevets sur nos affects et sur la violence, qui est l’énergie vitale du capitalisme. Le stade ultime du capitalisme se manifeste justement par la marchandisation de la violence. Celle-ci, que ce soit dans ses expressions terroristes ou dans ses ripostes de contre-terrorisme, devient une marchandise comme une autre.

Vous avancez dans ce livre des propositions pour tenter de

sortir du terrorisme radical, qui est le produit du capitalisme radical…
Comme dirait le philosophe Alain Badiou, il n'y a pas de réponses programmatiques. On peut simplement indiquer des perspectives et des pistes. Dans ce livre, je consacre un chapitre au financement de l'islam radical depuis 30 ans, ce qui nous ramène toujours à l'Arabie saoudite. Ma première proposition est de commencer par s'attaquer au nerf de la guerre qu'est l'argent, aux dollars de la terreur, de plusieurs façons. On sait que l'argent du crime transite par les paradis fiscaux. Il faudrait, sans doute, commencer par fermer les places offshore et mettre sous contrôle les mouvements d'argent des grandes sociétés, opérateurs, ONG, etc., qui transitent par les banques nationales ou des banques d'échange internationales.
Dans un autre domaine, celui des services de sécurité, je fais une proposition qui concerne plus spécifiquement la France. Rien ne sert de refondre les services, et toujours recréer de nouvelles usines à gaz, car ils ne font, au final, que ce que leur demande le pouvoir politique. Les outils et les lois sont là, il est donc inutile d'en adopter de nouvelles. Depuis 2012, il y a eu 10 lois antiterroristes supplémentaires alors qu'il aurait fallu simplement appliquer les lois existantes et donner les moyens aux services de travailler efficacement. Mais encore faudrait-il que le pouvoir politique donne des ordres clairs et assume ses responsabilités. La seule chose efficace que la France aurait pu faire est de créer un parquet antiterroriste national avec des correspondants régionaux, et non pas faire remonter tous les dossiers au procureur de la République à Paris. Ensuite, d'autres propositions auraient pu faire l'objet d'un débat : un état des lieux de la diplomatie française, dont l'évolution est devenue incompréhensible, ou des opérations militaires qui ne doivent être que ponctuelles avec des objectifs précis, car le traitement du terrorisme n'est pas militaire mais politique.

http://www.lorientlejour.com/article/1007405/marchandisation-d

e-la-violence-stade-ultime-du-capitalisme.html